

Les agents des finances publiques montrent les crocs



Zoom43 (24/01/2020)

Pour la cinquième fois depuis le début de l'année 2019, ce service public hisse les drapeaux de contestation. Les trois suppressions d'emploi et la disparition des guichets à travers les campagnes du département inquiètent personnels et usagers.

Depuis 2009, ce sont 90 emplois dans les finances publiques qui ont été supprimés en Haute-Loire et 18 530 au plan national.

«La direction, lors de notre dernier Conseil Technique, nous a répondu que sur les trois ans à venir, ce sont 5 000 emplois menacés en France, explique Georges Trescartes, secrétaire CGT DGFIP 43. Ce sont 5 000 de trop et on devrait plutôt les redistribuer dans les campagnes pour assurer un service public de qualité. D'autre part, la direction dit que les finances publiques de la Haute-Loire vont passer de 15 à 22 sites. Ce qui est un mensonge! Les sept sites supplémentaires seront certes des lieux où seront reçus les usagers. Mais ce seront des agents employés par les collectivités locales, payés et logés par elles, avec un statut précaire et pas forcément compétentes pour répondre à toutes les situations».

«Nous demandons que tous les habitants de Haute-Loire bénéficient d'un service proche de chez eux»

Jocelyne Limagne, secrétaire départementale DGFIP FO 43, rejoint son collègue: *«On vient manifester aujourd'hui contre les trois suppressions d'emplois qui sont programmées cette année. Il y aura aussi des redéploiements de postes à travers le département.»* La directrice Valérie Michel Moreau doit présenter, ce vendredi 24 janvier 2020, les suppressions d'emploi d'un cadre inspecteur au pôle recouvrement spécialisé, un cadre géomètre et un cadre au service des impôts des particuliers du Puy-en-Velay. *«Nous demandons bien entendu l'arrêt immédiat des suppressions d'emploi et également le retrait du plan Darmanin, ajoute-elle. Et comme depuis le début du mouvement, nous allons aujourd'hui rejoindre la mobilisation*

contre le projet de réforme des retraites».

Un réseau de moins en moins dense

«Nous nous battons en priorité pour défendre le réseau des finances publique implanté dans le département, souligne Frédéric Gabriel et Noémie Soyer, tous deux secrétaire DGFIP Solidaires 43. La direction s'acharne à réduire ce réseau à une peau de chagrin au détriment des usagers. Nous demandons au contraire que tous les habitants de Haute-Loire bénéficient d'un service proche de chez eux. En parallèle, quand nos emplois sont supprimés, cela a ainsi un impact direct sur les usagers et le réseau. D'ailleurs, les gens sont très nombreux à venir signer des pétitions pour sauver nos services gratuits des finances publiques de proximité».